

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi  
N°36 2024

## Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : La Banque centrale prévoit un ralentissement de l'inflation à partir de janvier 2025 ;
- ❖ **Bhoutan** : Le gouvernement reste prudent sur son adhésion à l'OMC ;
- ❖ **Inde** : Sanjay Malhotra nommé gouverneur de la RBI ;
- ❖ **Maldives** : Aggravation du déficit budgétaire ;
- ❖ **Népal** : Rapprochement entre le Népal et la Chine ;
- ❖ **Pakistan** : Transferts de travailleurs expatriés en forte progression ;
- ❖ **Sri Lanka** : Présentation du budget temporaire pour les quatre premiers mois de 2025

### À RETENIR

**5,48%**

Indice des prix à la consommation en Inde  
pour novembre 2024

# Bangladesh

## La Banque centrale prévoit un ralentissement de l'inflation à partir de janvier 2025

Le gouverneur de la Bangladesh Bank a annoncé que l'inflation devrait ralentir à partir de janvier 2025 et atteindre 4-5% d'ici la fin de l'année budgétaire 2025-2026. La Banque centrale prévoit une inflation à 7% d'ici juin 2025.

Pour atteindre cet objectif, la Bangladesh Bank s'appuie sur l'ensemble des mesures correctives qui ont été prises ces derniers mois. Elle a notamment réduit les droits d'importation sur les produits alimentaires, y compris le riz et les huiles comestibles, et a imposé une politique monétaire restrictive, qui devrait se poursuivre au moins jusqu'à juin prochain.

Pour mémoire, l'inflation s'élevait à 11,38% en novembre, soit son niveau le plus haut sur les quatre derniers mois. L'inflation alimentaire est passée de 12,66% à 13,80% en glissement mensuel.

Par ailleurs, le Bureau des statistiques du Bangladesh (BBS) prévoit d'introduire un nouveau système de calcul de l'inflation d'ici six mois, en parallèle avec la méthode actuelle basée sur l'indice des prix à la consommation (IPC). La nouvelle méthode, ou inflation de base (« core inflation »), s'appuiera sur les fluctuations des prix de 50 produits parmi les plus largement consommés par la population afin d'offrir une vision plus précise de l'inflation. Le BBS n'a pas encore finalisé la liste des produits qui seront inclus, mais elle exclura les produits aux prix volatiles, comme le pétrole, l'huile de cuisson et les oignons.

## La dette extérieure des entreprises en baisse dans un contexte de ralentissement des affaires

Les emprunts extérieurs des entreprises se sont contractés en 2024, avec un stock de dette à court terme à l'étranger de 10,7 Mds USD en septembre 2024 contre 12,4 Mds USD à la même période l'an dernier. Le déclin des emprunts privés à l'étranger a été continu durant toute l'année 2024, malgré une stabilisation des taux d'intérêt sur les marchés mondiaux et un léger assouplissement des restrictions sur les importations dans le pays.

Cette situation reflète le report des plans d'investissements des entrepreneurs qui préfèrent attendre un climat des affaires plus favorable après les récents événements. Parmi les autres facteurs de ce ralentissement figurent une crise énergétique persistante et une dépréciation du taka face au dollar américain. Néanmoins, cette diminution des dettes étrangères allège dans une moindre mesure la pression sur les réserves de devises.

En termes de répartition géographique des dettes privées à court terme, Singapour arrive en tête avec 1,95 Md USD, suivi des Émirats arabes unis (1,62 Md USD), Hong Kong (1 Md USD), la Chine (900 M USD), l'Allemagne (790 M USD) et l'Inde (670 M USD).

## La Banque asiatique de développement valide un prêt budgétaire de 600 M USD pour des réformes économiques

La Banque asiatique de développement a récemment validé un prêt budgétaire de 600 M USD pour renforcer la gouvernance économique au Bangladesh. Les réformes soutenues dans ce programme abordent des enjeux particulièrement clés pour assurer une transition en douceur lors de la sortie du pays de la catégorie de PMA. Les objectifs à atteindre pour 2027 touchent des points critiques (retards des projets de développement, longs délais aux douanes, etc.).

Le projet contient trois piliers : (i) renforcement de la collecte fiscale (création d'unités spécialisées au National Board of Revenue pour les impôts en ligne et crédit d'impôts ; retrait de l'exemption de TVA) et de la collecte non fiscale ; (ii) amélioration de la gouvernance des entreprises (adoption d'un code de conduite) et du climat des affaires (extension de l'Open Stop Service (OSS) du BIDA) ; et (iii) diversification de l'économie (approbation de la National Logistics Policy).

L'enveloppe initiale du projet était de 400 M USD mais à la demande des autorités du gouvernement intérimaire, la BAsD a accepté d'augmenter l'enveloppe de 200 M USD. Ce projet devrait être suivi d'un deuxième sous-programme.

## Les exportations de vêtements du Bangladesh vers l'Union européenne pourraient chuter de 20 % en raison de l'accord de libre-échange entre l'UE et le Vietnam

Une étude menée par le think-tank Research and Policy Integration for Development (RAPID) montre que les exportations de vêtements du Bangladesh vers l'UE pourraient diminuer de 20% en raison de la sortie du pays de la liste des PMA d'ici 2026 et de l'accord de libre-échange UE-Vietnam (EVFTA). Les exportations de cuir, textiles et de produits alimentaires transformés pourraient diminuer d'un tiers environ.

Actuellement, les exportations de vêtements du Vietnam vers l'UE sont soumises à un droit moyen de 9,6 %, qui sera progressivement réduit à zéro d'ici 2027 grâce à l'EVFTA. En raison de son changement de statut, le Bangladesh pourrait à l'inverse être soumis à un droit de douane majoré de 12 % sur le marché européen après 2029, lorsqu'il perdra son accès préférentiel, obtenu grâce à l'initiative « Tout sauf les armes » (EBA). En 2023, l'UE représentait environ 46% des exportations bangladaises, dont 90% proviennent du secteur du prêt-à-porter.

Une conclusion intéressante de cette étude est que les exportations du Bangladesh sont principalement axées sur des articles d'habillement à base de coton, qui représentent 69% de ses exportations dans le secteur de l'habillement ainsi qu'un tiers des importations hors marché européen de l'UE dans ce même secteur. Au contraire, la part de marché du Vietnam sur le marché européen dans ce domaine est seulement de 3%, suggérant que le Bangladesh fait face à une concurrence limitée du Vietnam sur le marché de l'UE pour ses principales exportations d'habillement à base de coton. Cela est également révélateur du manque de diversification du Bangladesh dans le secteur du textile lui-même. Le Bangladesh souffrirait principalement d'une concurrence avec le Vietnam sur le secteur des vêtements en fibres synthétiques où les deux pays occupent des positions comparables sur le marché de l'UE (autour de 10%).

# Bhoutan

## Le gouvernement reste prudent sur son adhésion à l'OMC

Le gouvernement du Bhoutan maintient sa candidature à l'adhésion à l'OMC tout en adoptant une approche mesurée, a annoncé le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Emploi lors d'une récente conférence de presse. Bien que le pays ait déjà effectué plusieurs tentatives d'adhésion, notamment avant la transition de son statut de « pays moins avancé » (PMA) en décembre 2023, le Bhoutan progresse prudemment afin de s'assurer que cette démarche soutient ses objectifs de développement économique.

L'adhésion avant la sortie du statut de PMA aurait permis au Bhoutan de bénéficier d'une période de transition allant jusqu'à cinq ans pour s'aligner progressivement sur les normes et règles de l'OMC. Actuellement, le gouvernement engage un dialogue avec les parties prenantes afin de réviser la législation nationale en conformité avec les exigences de l'OMC, tout en menant des programmes de sensibilisation et de renforcement des capacités.

L'adhésion du Bhoutan à l'OMC offrirait un accès garanti et non discriminatoire aux marchés des pays membres, réduisant ainsi la dépendance aux accords bilatéraux, notamment avec l'Inde. Selon le ministre, un cadre commercial prévisible sous l'égide de l'OMC pourrait renforcer la confiance des investisseurs et attirer des flux accrus d'investissements directs étrangers (IDE). Toutefois, l'adhésion du Bhoutan à l'OMC pourrait exposer les industries locales à une concurrence internationale accrue ainsi qu'exercer une pression financière conséquente en raison des coûts liés au respect des obligations réglementaires.

Les autorités bhoutanaises ont précisé que l'adhésion du pays à l'OMC devra s'accompagner d'un alignement sur des initiatives nationales telles que le développement de la ville de la pleine conscience de Gelephu, garantissant que l'intégration à l'OMC soutienne pleinement les aspirations du Bhoutan en matière de développement durable et inclusif.

## La Banque centrale bhoutanaise met en place des mesures pour combattre la fraude

L'Autorité monétaire royale (RMA) a introduit un ensemble de réformes stratégiques visant à renforcer la résilience du secteur financier bhoutanais face aux fraudes et aux cybermenaces croissantes. Ces initiatives répondent à une augmentation préoccupante des détournements de fonds et des violations de sécurité numérique, documentée dans le rapport 2022-2023 de la Commission anticorruption. Ce dernier fait état de 13 plaintes déposées contre des institutions financières durant la période étudiée, positionnant le secteur comme le deuxième le plus exposé aux infractions, principalement liées à des abus de pouvoir et à des pratiques de corruption. Cette situation a mis en évidence l'urgence d'améliorer les mécanismes de gouvernance et de contrôle pour renforcer la confiance des parties prenantes dans le système financier.

Dans le cadre de ces réformes, la RMA a instauré des règlements prudentiels et de gouvernance d'entreprise en 2024, imposant notamment aux institutions financières de signaler les incidents de fraudes dans un délai de 24 heures. Parallèlement, afin d'anticiper et de gérer les risques, la RMA a intensifié les inspections sur site et les contrôles à distance, tout en instaurant de nouveaux protocoles de cybersécurité. Pour pallier les déficits en compétences techniques, la RMA a procédé à des réallocations internes, en collaboration avec les institutions internationales, tels que le FMI, pour organiser des formations et renforcer les capacités institutionnelles.

Le gouvernement, par l'intermédiaire du ministère des Finances, intègre ces réformes dans une stratégie plus large prévue dans le 13<sup>ème</sup> Plan quinquennal. Ce dernier met l'accent sur le développement des marchés de capitaux, le soutien aux petites entreprises et la révision des réglementations, favorisant une synergie renforcée entre les institutions financières, la RMA et les autorités publiques.

# Inde

## *Indicateurs macroéconomiques*

### Sanjay Malhotra nommé gouverneur de la RBI

Sanjay Malhotra a été désigné 26<sup>ème</sup> gouverneur de la Banque centrale indienne, Reserve Bank of India (RBI), succédant à Shaktikanta Das, ayant quitté ses fonctions le lundi 9 décembre dernier après un mandat entamé en décembre 2018. Das avait prolongé sa mission au-delà de la durée habituelle de cinq ans, marquant son passage par des réformes significatives.

Contrairement à ses prédécesseurs, Malhotra arrive à Mint Street dans un contexte d'économie relativement stable. Le secteur bancaire a été assaini et le marché financier poursuit son évolution dynamique.

Cependant, le nouveau gouverneur hérite d'un défi persistant : concilier soutien à la croissance et maîtrise de l'inflation. Ce dilemme pourrait inciter le comité monétaire à envisager une baisse des taux dès le début de l'année 2025, et ce, afin de contrer les effets négatifs des taux d'intérêt réels élevés sur l'économie. Shaktikanta Das avait déjà laissé entendre qu'une telle décision pourrait être envisagée, offrant ainsi à Malhotra une direction stratégique dès son entrée en fonction.

Bien que les taux d'intérêt et la politique monétaire captent souvent l'attention, le rôle de la Reserve Bank of India (RBI) est bien plus vaste. Elle supervise notamment la régulation des banques, des institutions financières non bancaires (NBFC) et des marchés des devises. Ces dernières années, le secteur bancaire indien a surmonté une crise majeure puisqu'en 2015, les créances douteuses dépassaient 10 %, entraînant la faillite de plusieurs prêteurs. En effet, l'effondrement d'institutions comme IL&FS et le sauvetage de Yes Bank avaient révélé des pratiques défaillantes, conduisant la RBI à imposer un examen rigoureux de la qualité des actifs et à introduire des réformes structurelles. Sous la direction de Das, ces mesures ont permis de renforcer la résilience du système bancaire, bien qu'elles aient également été critiquées pour leur caractère restrictifs et d'une micro-gestion perçue parfois comme excessive.

Fervent défenseur de l'innovation technologique, Malhotra a déjà affirmé son intention de s'appuyer sur des solutions numériques pour améliorer l'efficacité et l'accessibilité des services financiers. Selon lui, le succès des plateformes comme UPI (Unified Payments Interface) illustre le potentiel de l'Inde à se positionner comme leader mondial dans la technologie financière. Malhotra souhaite poursuivre cet élan pour réduire les coûts, élargir l'inclusion financière et soutenir une croissance durable.

Le principal défi du nouveau gouverneur sera de trouver l'équilibre entre la stabilité financière et la flexibilité requise à l'accompagnement de la croissance, et ce, tout en maintenant la confiance des acteurs financiers et du grand public.

[L'inflation en Inde diminue à 5,48% en novembre contre 6,21% en octobre](#)

L'indice des prix à la consommation (IPC) en Inde a reculé à 5,48 % en glissement annuel en novembre, après avoir dépassé le seuil de tolérance de 6 % fixé par la Banque centrale en octobre.

Cette diminution est consécutive à la baisse de l'inflation alimentaire, qui représente environ la moitié du panier de l'IPC, s'établissant à 9,04 % en novembre contre 10,87 % le mois précédent. Cependant, l'inflation en milieu rural a grimpé à 9,10 % (contre 6,68 % en octobre), tandis que l'inflation urbaine a progressé à 8,74 % (contre 5,62 %).

Pour rappel, en octobre, l'inflation avait atteint un pic de 6,21 %, alimentée par une hausse des prix des fruits et légumes sans précédent depuis près de quatre ans. L'introduction, en septembre, d'un droit d'importation additionnel sur les huiles comestibles a également accentué les tensions sur les prix.

Face à ces pressions inflationnistes et à des taux directeurs maintenus à 6,5 %, le Comité de politique monétaire (MPC) de la RBI a révisé ses prévisions de croissance pour l'année budgétaire en cours, les ramenant de 7,2 % à 6,6 %. Dans le même temps, les projections d'inflation ont été relevées de 4,5 % à 4,8 %.

Selon l'ancien gouverneur de la RBI, M. Das, l'inflation alimentaire devrait rester élevée au troisième trimestre de l'exercice 2024-25 avant de commencer à se modérer au quatrième trimestre.

Des ajustements structurels de l'IPC pourraient également intervenir. Un groupe gouvernemental revoit actuellement la composition du panier de l'IPC à partir des données de l'enquête sur les dépenses de consommation des ménages 2022-23 (HCES). Actuellement, les aliments et les boissons pèsent 45,9 % de l'IPC, avec une part plus importante dans les zones rurales (54,2 %) que dans les zones urbaines (36,3 %). Les changements envisagés pourraient réduire le poids des denrées alimentaires de 6,5 points de pourcentage dans les zones rurales et de 3,4 points dans les zones urbaines. Cela rendrait l'IPC moins volatile, les prix alimentaires étant souvent responsables des fluctuations importantes des taux d'inflation.

## La dépréciation de la roupie face au dollar se poursuit

Au cours de la semaine du 9 décembre, la roupie indienne a poursuivi sa dépréciation, pénalisée par des sorties de capitaux étrangers et la hausse des prix du pétrole brut. En effet, le Brent a progressé de 0,12 %, atteignant 73,61 dollars le baril sur les marchés à terme. Parallèlement, les investisseurs institutionnels étrangers ont été vendeurs nets le mercredi 11 décembre, liquidant des actions pour un montant proche de 120 M USD. Les analystes prévoient que la roupie continuera de subir des pressions, alimentées par la vigueur persistante du dollar américain, objectif clé de la future administration Trump.

Sur le marché interbancaire des changes, la roupie a ouvert jeudi 12 décembre à 84,85 contre le dollar, affichant une légère baisse de 2 paise par rapport à sa clôture précédente. Les interventions des banques publiques, sous forme de ventes de dollars, ont limité les pertes supplémentaires, selon les traders.

À moyen terme, les récentes initiatives de la Reserve Bank of India visant à stimuler les flux de capitaux étrangers, comme le rehaussement des plafonds des taux d'intérêt sur les dépôts bancaires des non-résidents en devises étrangères, ainsi qu'un déficit courant relativement contenu, pourraient apporter un soutien à la devise, estiment les économistes de la Bank of Baroda.

Par ailleurs, l'indice du dollar a atteint 105,9, témoignant de son renforcement face à la plupart des devises asiatiques affaiblies. Bien que les données sur l'emploi aux États-Unis, publiées vendredi, aient fait baisser les rendements obligataires américains en raison des anticipations croissantes d'une réduction des taux directeurs par la Réserve fédérale, elles n'ont pas freiné l'ascension du dollar.

Enfin, les spéculations autour des politiques de la future administration Trump, perçues comme susceptibles de raviver l'inflation et de ralentir le rythme des baisses de taux de la Fed, ont contribué à maintenir le dollar à des niveaux élevés, exacerbant les pressions sur les devises émergentes, dont la roupie.

## La Confédération de l'industrie indienne (CII) invite le gouvernement à maintenir ses objectifs budgétaires

La CII a recommandé au gouvernement de respecter l'objectif de déficit budgétaire de 4,9 % du PIB pour l'exercice 2024-25 et de 4,5 % pour 2025-26. L'organisme a averti que rehausser davantage les cibles budgétaires pourrait nuire à la croissance économique de l'Inde, dont la trajectoire est déjà baissière.

Dans le cadre de ses propositions pour le prochain budget de l'Union, le directeur général de la CII a souligné la performance de l'Inde ayant maintenu une croissance robuste malgré un contexte mondial marqué par le ralentissement économique.

La CII a également rappelé que le budget de l'Union 2024-25 avait déjà pris l'engagement de maintenir le déficit budgétaire à des niveaux compatibles avec une réduction progressive du ratio dette/PIB. Afin de renforcer cette trajectoire, le budget à venir pourrait définir des étapes claires visant à ramener la dette publique centrale en dessous de 50 % du PIB à moyen terme (d'ici 2030-31) et à moins de 40 % du PIB à plus long terme.

Selon la CII, un tel engagement explicite aurait des effets positifs notables, notamment une amélioration de la note de crédit souveraine de l'Inde et une réduction des taux d'intérêt au sein de l'économie, créant ainsi un environnement plus favorable pour la croissance et l'investissement en général.

# Maldives

## Aggravation du déficit budgétaire

Au 28 novembre 2024, les recettes budgétaires atteignaient 31,1 Mds MVR (+1,3% par rapport à la période correspondante de 2023) alors que les dépenses progressaient de 1,8% pour atteindre 42,9 Mds MVR. Le déficit primaire s'accroît de 3,9% à 7,7 Mds MVR (500 MUSD environ, soit 7,2% du PIB) et le déficit total de 3,1% pour atteindre 11,5 Mds MVR (750 MUSD environ, soit 10,7% du PIB).

# Népal

## Rapprochement entre le Népal et la Chine

La visite du Premier ministre népalais en Chine constitue une étape significative dans la stratégie de diversification des partenariats économiques et géopolitiques du Népal. Ce déplacement, qui déroge à la tradition consistant à privilégier l'Inde pour une première visite officielle, traduit une volonté explicite de réduire la dépendance historique vis-à-vis de New Delhi. Cette orientation s'inscrit dans un contexte où la Chine accentue son engagement au Népal à travers des initiatives d'infrastructures, une assistance financière et des projets de coopération culturelle.

Cependant, l'avancement des projets d'infrastructures soutenus par la Chine met en lumière des contraintes structurelles importantes. Depuis l'adhésion du Népal à l'Initiative des Nouvelles Routes de la Soie (BRI) en 2017, peu de projets ont progressé de manière significative, en raison de clauses contractuelles restrictives et de blocages administratifs. Les expériences régionales, notamment la crise de la dette au Sri Lanka, ont conduit le Népal à adopter une approche plus prudente, favorisant les subventions aux prêts pour limiter les risques de surendettement. Le projet ferroviaire Tibet-Katmandou, estimé à 8 Mds USD, illustre ces limites budgétaires et financières.

Parallèlement, la relation économique bilatérale reste caractérisée par des déséquilibres commerciaux persistants. En 2023-24, le déficit commercial du Népal avec la Chine s'est élevé à environ 2 Mds USD selon les données népalaises, tandis que les exportations népalaises vers la Chine restent marginales. Les perturbations des routes commerciales, dues aux catastrophes naturelles telles que les inondations et aux effets de la pandémie, ont accentué les vulnérabilités économiques du pays. Des investissements tels que l'aéroport international régional de Pokhara, financé à hauteur de 200 M USD par la Chine, mettent également en exergue des problématiques liées à la conception et à la gestion. Les retards opérationnels et les défauts structurels soulignent les défis associés à la viabilité de ces projets. L'accroissement de l'influence chinoise au Népal suscite des interrogations quant à la souveraineté nationale. La disparition signalée de bornes frontalières et les pressions exercées par des responsables chinois sur les médias népalais témoignent d'une asymétrie croissante dans les relations bilatérales. Sur le plan diplomatique, le soutien explicite du Népal aux positions chinoises sur le Tibet et Taïwan reflète un alignement stratégique renforcé.

## Indicateurs macroéconomiques des quatre premiers mois de l'exercice 2024-25

A la mi-novembre, l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est inscrit à 5,60%, en hausse par rapport à l'IPC de 5,38% enregistré l'année précédente à la même période, traduisant des pressions inflationnistes persistantes. Cette dynamique est particulièrement marquée par l'accélération de l'inflation alimentaire, qui atteint 9,10%, contre 6% un an auparavant.

Les exportations de biens ont progressé, tirées par la hausse des exportations vers l'Inde. En revanche, les exportations à destination de la Chine, deuxième partenaire commercial du pays, ont diminué de 18,3% en glissement annuel.

Les transferts de fonds ont augmenté de 9,1 % en glissement annuel, bien que cette croissance soit inférieure à la progression de 22,7 % observée l'année précédente. À mi-novembre 2024, ces transferts s'établissent à 3,9 Mds USD. Le compte courant affiche un excédent de 1,1 Md USD, supérieur aux 730 M USD enregistrés un an auparavant. Parallèlement, les réserves de change brutes ont augmenté de 9,4%, atteignant 16,7 Mds USD, correspondant à une couverture de 15,1 mois d'importations de biens et services. La composition des réserves reste stable, avec une part de 22% détenue en roupies indiennes.

# Pakistan

## Transferts de travailleurs expatriés en forte progression

Selon les données publiées lundi par la Banque centrale (State Bank of Pakistan-SBP), les transferts de travailleurs expatriés continuent d'enregistrer une forte progression. Au cours des cinq premiers mois de l'exercice budgétaire 2025, ils s'élevaient à 14,8 Mds USD, soit une progression de 33,6% en glissement annuel. En novembre, les transferts se sont élevés à 2,9 Mds USD, soit une baisse par rapport au résultat d'octobre qui enregistrait un montant de 3,1 Mds USD. Il s'agit toutefois d'une progression de 26% en glissement annuel. Par ailleurs, il convient de souligner que les transferts en provenance des Emirats arabes unis (EAU) enregistrent une progression de 50% en g.a en novembre.

D'après le ministre des Finances, le montant des transferts pour l'exercice 2025 pourrait atteindre un total de 35 Mds USD, contre 30,25 Mds USD l'année précédente. Cette forte progression tient tant à la stabilisation de la roupie pakistanaise qu'à la réduction des écarts entre les taux de change informels et officiels, incitant à privilégier davantage les circuits de transfert officiels. Plus généralement, l'ensemble des mesures incitatives mises en place par la SBP ont contribué à la hausse de la comptabilisation des transferts de migrants.

## Accord de l'Arabie saoudite pour reconduire 3 Mds USD de dépôts à la Banque centrale

Le ministère des Finances a annoncé avoir obtenu un accord de l'Arabie saoudite pour reconduire pour une durée d'un an le dépôt de 3 Mds USD du Saudi Fund for Development (SFD) auprès de la SBP, arrivé à échéance le 5 décembre dernier.

Ce dépôt de la SFD avait fait l'objet d'un accord en 2021 afin de soutenir les réserves de change de la Banque centrale pakistanaise et a déjà fait l'objet d'une reconduction à deux reprises au cours des dernières années. On notera que les réserves de la SBP ont franchi la barre des 12 Mds USD au 5 décembre, soit leur plus haut niveau depuis deux ans et demi.

## Révision des prévisions de croissance de la BASD à la hausse

La Banque asiatique de développement (BAD) a relevé mercredi ses prévisions de croissance FY25 pour le Pakistan à 3 % et réduit sa projection d'inflation à 10 %, citant une reprise des activités industrielles grâce à l'assouplissement des restrictions sur les importations et à une meilleure accessibilité aux devises étrangères. Dans la dernière édition d rapport « Asian Development Outlook », la BasD souligne que le secteur agricole du Pakistan pourrait enregistrer une croissance plus faible en raison de la faible production de blé et de coton.

## Rapport de la Banque mondiale sur les défis de l'autonomisation économique des femmes au Pakistan

Dans son rapport intitulé « Women's Economic Empowerment in Pakistan: An Evidence Guided Toolkit for More Inclusive Policies », publié cette semaine à l'occasion de la journée internationale des droits de l'Homme, la Banque mondiale a présenté les principaux enjeux et

défis de l'autonomisation économique des femmes au Pakistan : (i) une faible participation au marché du travail (au Pakistan, seulement 25,4 % des femmes pakistanaïses participent au marché du travail, contre 83,7 % s'agissant des hommes, un chiffre inférieur à la moyenne régionale pour l'Asie du Sud, qui est d'environ 30 % pour les femmes), (ii) d'importantes disparités de salaires persistes (en moyenne de 18%), (iii) un accès limité à la propriété foncière (moins de 3 % des femmes au Pakistan possèdent des terres agricoles, en raison des normes patriarcales et du manque de réformes juridiques), (iv) une surreprésentation dans l'agriculture où les femmes représentent 68% de la main d'œuvre contre 28% pour les hommes. Ce rapport met en évidence l'impact que l'autonomisation des femmes pourrait avoir sur l'économie pakistanaïse, en augmentant le PIB potentiel du Pakistan de manière significative.

## Sri Lanka

### Présentation du budget temporaire pour les quatre premiers mois de 2025

Le Parlement a approuvé le « Vote on Accounts » présenté par le gouvernement ; il s'agit d'une autorisation temporaire permettant à l'Etat de fonctionner jusqu'à l'adoption d'un budget définitif prévue en avril. 1 000 Mds LKR (3,5 Mds USD) sont réservés aux dépenses courantes, 425 Mds LKR (1,5 Md USD) aux dépenses d'investissement et 1 175 Mds LKR (4,1 Mds USD) à la restructuration et au service de la dette extérieure, soit 2 600 Mds LKR au total (9 Mds USD). Les recettes atteindraient 1 600 Mds LKR (5,5 Mds USD). Le déficit maximal, estimé à 1 000 Mds LKR (3,5 Mds USD) sur la période, soit près de 4% du PIB, serait couvert par la dette.

### Le gouvernement va couvrir les pertes de deux banques d'Etat dans le cadre de la restructuration des prêts accordés à la Ceylon Petroleum Corporation (CPC)

Le montant que le gouvernement demande au Parlement d'approuver à ce titre atteint 130 Mds LKR (450 MUSD), auxquels s'ajoutent des dépenses liées aux subventions et bonifications d'intérêts pour des catégories particulières de personnes, soit au total 219 Mds LKR (750 MUSD).

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB-	Positive	BBB-	Stable	C	A4
<b>Bangladesh</b>	B1	Stable	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
<b>Pakistan</b>	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC+	Négative	D	C
<b>Sri Lanka</b>	Ca	Stable	SD	Négative	CCC-	-	D	B
<b>Népal</b>	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

[david.karmouni@dgtresor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : [david.karmouni@dgtresor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtresor.gouv.fr)